Dans la perception arabe, l’armée israélienne semble presque invincible. Cette conviction alimente les théories du complot sur la suprématie juive, mais sert également d’excuse à ses propres échecs. Ce que l’opinion publique arabe ignore souvent : Leurs propres régime, qui diabolisent publiquement Israël, cherchent sa protection derrière des portes closes – et achètent ses armes.

De Mohamed Diwan

La défaite de la guerre de 1967 – appelée en arabe *al-Naksa* (le revers) ou *al-Hazima* (la défaite) – est encore perçue aujourd’hui dans le monde arabe comme une profonde blessure narcissique. La rapidité et la totalité de la défaite – six jours au cours desquels trois armées arabes ont été écrasées par un Israël beaucoup plus petit – ont ébranlé les fondements de l’image que les Arabes avaient d’eux-mêmes.

Le philosophe syrien Sadiq Jalal al-Azm a été l’un des premiers intellectuels arabes à nommer ouvertement cette blessure. Dans son ouvrage révolutionnaire *Al-Naqd al-Dhati Ba’d al-Hazima* (Autocritique après la défaite, 1968), il a soutenu que les Arabes ne devaient pas blâmer les conspirations extérieures, les trahisons militaires ou la supériorité israélienne, mais plutôt se blâmer eux-mêmes. Al-Azm a appelé à une autocritique impitoyable : les sociétés arabes doivent adopter la laïcité, l’égalité des sexes, la démocratie et la science pour progresser. Ses thèses radicales et sa critique de l’islam lui ont valu d’être arrêté et traduit en justice.

L’écrivain islamiste Muhammad Galal Kishk a donné une interprétation religieuse de la défaite : Israël n’avait pas gagné en raison de sa supériorité militaire, mais parce qu’il possédait quelque chose qui manquait aux Arabes – la certitude et la clarté de la dévotion religieuse. Cette interprétation – aussi erronée soit-elle sur le plan analytique – est devenue le fondement idéologique de l’islam politique : le retour à la religion comme seul moyen de restaurer la force arabe.

Pour le monde arabe, comme l’a dit le Washington Institute, la défaite de la guerre des Six Jours de 1967 a été la blessure ouverte dont le monde arabe ne s’est jamais remis. Le refus de l’autocritique institutionnelle a conduit le panarabisme et le nassérisme à être supplantés au fil du temps par la montée de l’islamisme, une idéologie qui est devenue une menace pour l’ordre arabe lui-même.

Obsession avec de la pouvoir et l’incapacité à le générer

« Il est dans la nature de l’islam de dominer, de ne pas être dominé, d’imposer sa

loi à toutes les nations et d’étendre son pouvoir à la planète entière ». Cette phrase de Hassan al-Banna, le fondateur des Frères musulmans, dit tout pour comprendre l’importance de l’échec contre Israël pour le monde arabe. Non pas parce que la phrase est vraie – elle ne l’est pas – mais parce qu’elle révèle la pathologie qui régit la politique étrangère arabe depuis 1948 : une obsession de la puissance, combinée à une incapacité systématique à générer de la puissance. Le monde arabe/islamique rêve de domination mondiale et produit des défaites à coup sûr. Il fantasme sur le califat et perd toutes les guerres qu’il mène.

Il faut en saisir toute l’absurdité : en 1948, cinq armées arabes ont attaqué un État vieux d’un jour, composé de survivants de l’Holocauste et de paysans du kibboutz – et ont perdu la guerre contre lui. En 1967, l’Égypte, la Syrie et la Jordanie ont mobilisé toute leur puissance militaire contre Israël – et ont perdu en six jours, si complètement que le monde arabe en est encore traumatisé aujourd’hui. Le taux de perte était de 25 pour 1 : vingt-cinq Arabes morts pour chaque Israélien mort.

L’explication conventionnelle est qu’Israël avait de meilleures armes, un soutien occidental et de l’argent américain. Cette explication est pratique – et elle est fausse. On estime que l’Arabie saoudite a dépensé 75,8 milliards de dollars pour la défense en 2024 – environ trois fois le budget de la défense israélienne avant la guerre de Gaza. C’est le cinquième plus gros contributeur militaire au monde, et pourtant elle a été incapable de vaincre une milice rebelle au Yémen. En 2023, après une décennie et un coût de guerre estimé à 72 millions de dollars par jour, Riyad a cherché à s’en sortir en se rapprochant de l’Iran, le sponsor des Houthis, par l’intermédiaire de la Chine.

La pathologie d’une culture militaire

Kenneth Pollack a passé des années à étudier les armées arabes pour la CIA et le Conseil de sécurité nationale des États-Unis. Ses conclusions, consignées dans « Armies of Sand », sont suffisamment accablantes et politiquement incorrectes pour être évitées dans les cercles académiques. Il affirme que la culture est la principale raison de l’inefficacité de l’armée arabe. Pas la technologie. Pas de ressources. Pas la doctrine soviétique. La culture !

Ce que Pollack entend par là : les officiers arabes accumulent les informations comme une ressource de pouvoir – ils ne les partagent pas avec leurs subordonnés ou les unités voisines, même si des vies en dépendent. Les sous-officiers arabes ne prennent pas d’initiative – ils attendent des ordres explicites, même si la situation

tactique exige une action immédiate. Les armées arabes n’analysent pas les erreurs – elles cherchent des boucs émissaires. Après chaque défaite, les traîtres sont identifiés, les complots sont découverts, l’Occident et les Juifs sont accusés. Ce qui n’arrive jamais : une autocritique honnête.

La guerre du Yom Kippour de 1973 illustre parfaitement ce schéma. Dans la « vallée des larmes » sur les hauteurs du Golan, environ 1.400 chars syriens ont attaqué deux brigades israéliennes avec seulement 170 chars – dans des conditions idéales : surprise stratégique, supériorité numérique écrasante, une guerre simultanée sur deux fronts. Mais comme le montre Pollack, les unités syriennes n’ont pas cherché d’axes d’attaque alternatifs lorsqu’elles ont rencontré de la résistance et n’ont pas sécurisé leurs flancs. Elles ont avancé en suivant un plan rigide, incapables de s’adapter à la situation tactique. Elles se sont retirées au bout de quatre jours, laissant derrière elles des centaines de chars détruits.

Dans les armées occidentales, la capacité dont ces officiers syriens n’ont pas fait preuve s‘appellela tactique de mission. Il s’agit de l’exécution autonome d’ordres par des subordonnés qui comprennent l’objectif et adaptent leurs moyens à la situation. Dans les armées arabes, la tactique de mission est un risque pour la carrière. Celui qui fait preuve d’initiative se rend suspect. Celui qui suit les ordres à la lettre est excusé, même s’il échoue.

Des armées faibles comme stratégie de survie

Mais la culture n’explique pas à elle seule tout l’échec de l’armée arabe. Il faut comprendre pourquoi les régimes arabes maintiennent délibérément leurs armées faibles. La réponse se trouve dans une dynamique que les politologues appellent « coup-proofing » – et elle est aussi cynique qu’elle en a l’air.

Entre 1948 et 1969, le monde arabe a connu une épidémie de coups d’État militaires. La Syrie à elle seule a subi trois coups d’État en 1949, l’Égypte en 1952, l’Irak en 1958, le Yémen en 1962, l’Algérie en 1965 et la Libye en 1969. Les rois qui ont survécu – en Arabie saoudite, en Jordanie, au Maroc – en ont tiré une conséquence radicale : une armée forte est plus dangereuse pour son propre régime que pour l’ennemi. Mieux vaut une armée faible incapable de mener un coup d’État qu’une armée forte capable de renverser la royauté.

Les méthodes de preuve de coup sont multiples et toutes toxiques pour l’efficacité militaire : les structures de commandement sont fragmentées afin qu’aucun général

n’accumule suffisamment de pouvoir pour faire un coup d’État. Des appareils de sécurité parallèles – services de renseignement, gardes présidentiels, milices tribales – surveillent l’armée régulière. Les officiers ne sont pas promus parce qu’ils sont compétents, mais parce qu’ils sont loyaux. En Syrie, sous Assad, la classe des officiers était remplie d’alaouites – une minorité religieuse dont la survie était liée au régime. En Arabie saoudite, les postes de commandement sont occupés par des princes dont la seule qualification est leur lignée.

Le résultat de cette politique est une armée qui fonctionne certes comme un instrument de répression contre sa propre population à l’intérieur, mais qui échoue à l’extérieur. Les armées arabes sont des appareils de police équipés de chars. Elles peuvent écraser les manifestants et bombarder les villes. Ce qu’elles ne peuvent pas faire, c’est vaincre un ennemi organisé sur le champ de bataille.

L’alliance secrète avec l’ennemi

Le rebondissement le plus intéressant de cette histoire est celui dont personne ne parle, car cela ferait s’écrouler toute la façade. Les mêmes régimes arabes qui condamnent publiquement Israël comme un cancer, un tueur d’enfants, une menace existentielle pour l’Islam, coopèrent en privé avec Israël contre l’Iran.

Les Accords d’Abraham de 2020 ont rendu public ce que les services de renseignement savaient depuis des années : Israël et les pays du Golfe mènent des opérations conjointes, échangent des informations de renseignement, coordonnent leurs stratégies contre Téhéran. Les avions de combat israéliens utilisent l’espace aérien saoudien. Des officiers émiratis s’entraînent avec des instructeurs israéliens. Le Maroc achète des drones israéliens pour deux milliards de dollars. La coopération sécuritaire entre Israël et les monarchies arabes est plus étroite que celle que les Etats arabes ont entre eux.

L’ironie derrière cette histoire est stupéfiante : les régimes arabes, qui se légitiment en grande partie par leur lutte contre le sionisme, ont besoin de l’État sioniste pour les protéger de l’Iran. Pour des raisons de politique intérieure, ils ont maintenu leurs armées si faibles qu’ils ne sont plus en mesure de se défendre eux-mêmes. C’est pourquoi Israël est aujourd’hui la seule puissance régionale capable de s’opposer aux prétentions hégémoniques de l’Iran. Le monde arabe se retrouve ainsi dans la position absurde de condamner publiquement Israël et d’avoir besoin du même Israël pour sa propre sécurité. Tout en étant incapable de résoudre cette contradiction.

La guerre de Gaza depuis octobre 2023 a mis cette hypocrisie à l’épreuve. La rue arabe se déchaîne. Les médias sociaux sont inondés d’images de Gaza. Et qu’ont fait les États parties à l’accord d’Abraham ? Aucun n’a dénoncé les accords. Bahreïn a certes retiré son ambassadeur d’Israël, mais il s’agissait d’un geste symbolique. Les EAU ont critiqué Israël à l’ONU, mais ont continué à échanger des informations avec lui. La coopération en matière de sécurité est restée intacte. Et en 2024, les exportations d’armes israéliennes vers les pays des Accords d’Abraham sont passées de 3% à 12% du volume total.

La culture n’est pas génétiquement déterminée destin

Il serait commode, mais intellectuellement erroné, de rejeter cette analyse de l’échec arabe comme étant raciste. Pollackt souligne également que les modèles culturels ne sont pas génétiquement déterminés. La question essentielle est de savoir pourquoi les structures, les armées et les idéologies des États arabes sont si faibles. La réponse réside dans une combinaison de schémas culturels qui pénalisent l’initiative, d’arrangements institutionnels qui sacrifient la compétence au profit de la loyauté et d’une idéologie qui rend les ennemis extérieurs responsables des dysfonctionnements internes.

Israël, en revanche, représente le contraire : une culture de prise de décision décentralisée, dans laquelle les sous-officiers prennent des initiatives et sont récompensés pour cela. Une armée qui analyse systématiquement les erreurs et apprend de ses défaites – la guerre du Yom Kippour en 1973 a conduit à une autocritique douloureuse, et non à des théories du complot.

Ces différences ont un impact non seulement sur la force militaire, mais aussi sur la force économique. Le Global Innovation Index place Israël au 15e rang mondial et au 1er rang dans sa région. Israël est en tête pour la coopération université-industrie en matière de recherche, pour les accords de capital-risque, pour les dépôts de brevets. L’industrie de la défense israélienne – Rafael, Elbit, IAI – produit des systèmes achetés par les armées européennes et américaines. L’Allemagne, par exemple, a acheté Arrow 3, un système qui intercepte les missiles en dehors de l’atmosphère terrestre.

Pris au piège Piégé par sa propre propagande

La perception arabe de la supériorité israélienne est donc le reflet d’une réalité dont la culture et l’idéologie arabes sont elles-mêmes responsables. L’obsession des

Frères musulmans « Armez-vous pour eux de toutes vos forces » n’a pas produit de la puissance, mais de l’impuissance. Les guerres contre Israël ont consommé les ressources des pays arabes qui auraient pu être consacrées à la réforme institutionnelle et à l’éducation.

Après sept décennies de cette dynamique, le monde arabe se trouve aujourd’hui dans une situation que son idéologie n’avait pas prévue : dépendre d’Israël pour sa propre sécurité, mais être incapable d’admettre cette dépendance. Prisonnier d’une rhétorique de la haine, « nécessaire » sur le plan intérieur, mais contre-productive sur le plan stratégique.

Les Accords d’Abraham sont une tentative de gestion politique de cette contradiction, en faisant comme si Israël était soudainement devenu acceptable. Mais ce message n’est pertinent que pour l’extérieur. En effet, pour ceux qui détiennent les leviers du pouvoir, Israël a toujours été acceptable. La rhétorique haineuse à l’encontre de l’État juif n’a toujours été destinée qu’à la rue, aux masses des États arabes, parce qu’elles avaient besoin d’un bouc émissaire pour leurs propres échecs militaires. Les dirigeants eux-mêmes n’ont jamais cru à cette rhétorique – qu’ils utilisaient eux-mêmes. Depuis 1967, ils savent où se trouve la seule armée fonctionnelle et la plus puissante de la région. La seule différence avec l’époque : aujourd’hui, ils en sont reconnaissants, car l’armée israélienne les protège également de leur ennemi juré, l’Iran islamique radical qui leur est hostile.

Mohamed Diwan est un analyste politique arabe